

# PROCÉDURE DE MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF ET DE DÉMANTÈLEMENT DES INSTALLATIONS DES INB N°33 ET N°38

---

## Rappel : cadre et enjeux de l'instruction

**Deux décrets, dits de « démantèlement partiel », en date du 8 novembre 2013** ont autorisé le début des opérations de démantèlement des installations nucléaires de base (INB) n°33 (ancienne usine UP2-400) et n°38 (ancienne station de traitement des effluents STE 2).

Conformément à l'article 9 de ces décrets, AREVA NC a transmis, le 30 juin 2015, des **dossiers de demande d'autorisation de démantèlement des INB n° 33 et 38 pour les opérations restant à autoriser**. Ces demandes restent partielles en raison d'ateliers dont Orano souhaite pérenniser le fonctionnement.

## Rappel : cadre et enjeux de l'instruction

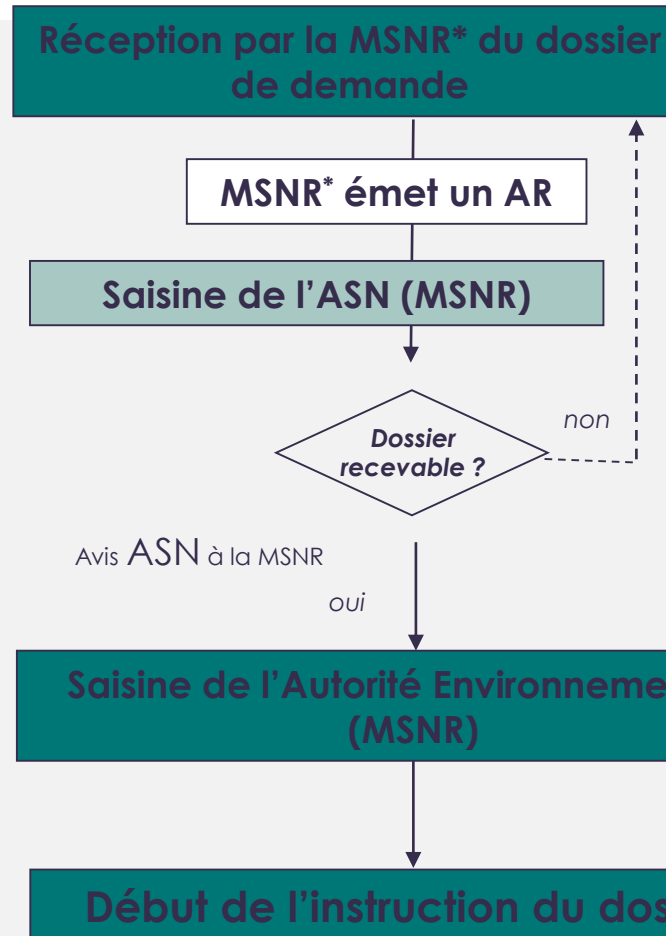
Les enjeux de ces dossiers concernent principalement :

- **Les différentes phases des opérations de démantèlement et leurs échéances**, des demandes de reports conséquents ayant été formulés par l'exploitant. Ces reports d'échéances sont essentiellement dus à des retards concernant les projets de reprise et de conditionnement des déchets anciens.
- **L'évaluation des dispositions prévues pour assurer la sûreté de ces opérations**. Cela concerne notamment la réalisation des inventaires radiologiques, les dispositions techniques prévues et la prévention de certaines agressions.
- **La gestion des déchets et l'impact de ces opérations sur l'environnement**. A ce titre, l'exploitant envisage le rejet de nouvelles substances chimiques utilisées pour ces opérations. Après instruction, l'ASN a proposé d'encadrer le rejet de certaines de ces substances dans les projets de révision des décisions qui ont été soumis à l'avis de la CLI.

# Instruction d'un dossier de modification substantielle d'une INB (1/3)



**\*MSNR = Mission Sûreté Nucléaire et Radioprotection**



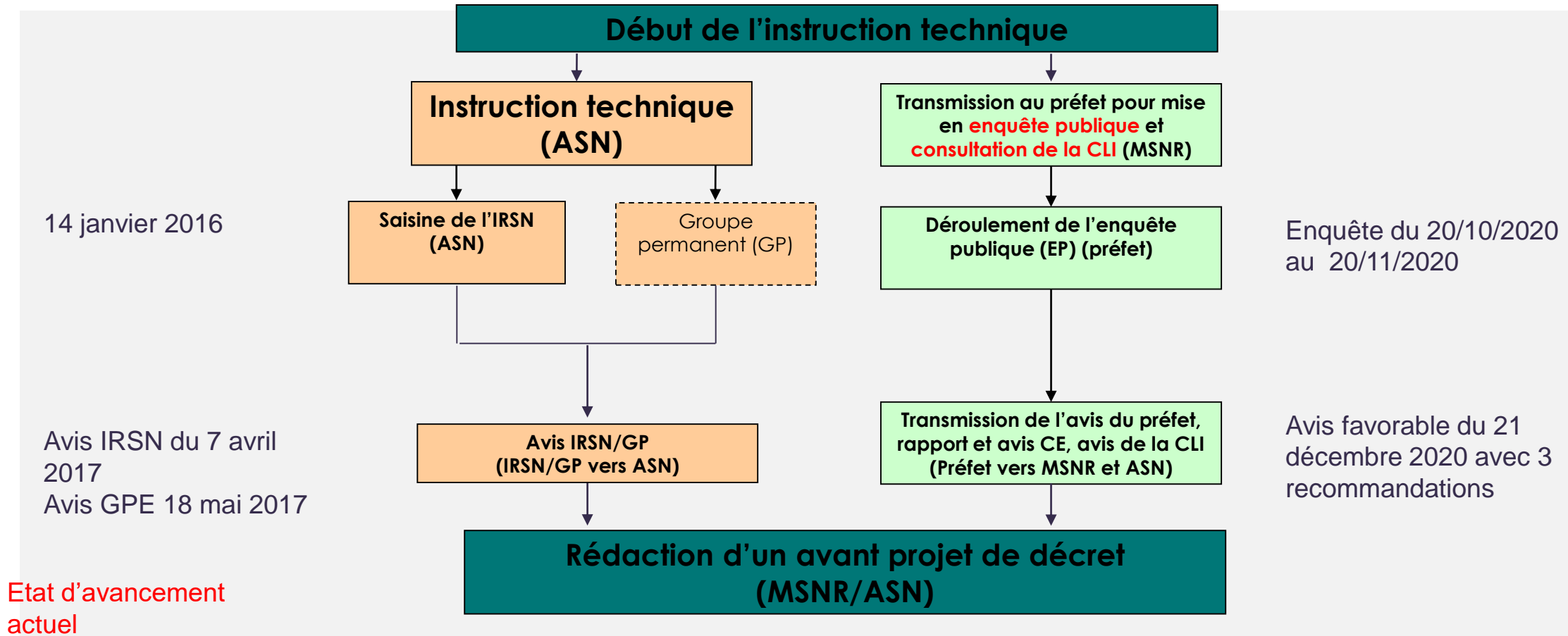
30 juin 2015

24 septembre 2015

Demande de compléments par courriers de la MSNR du 21 mars 2016, du 25 octobre 2017 et du 21 mai 2019

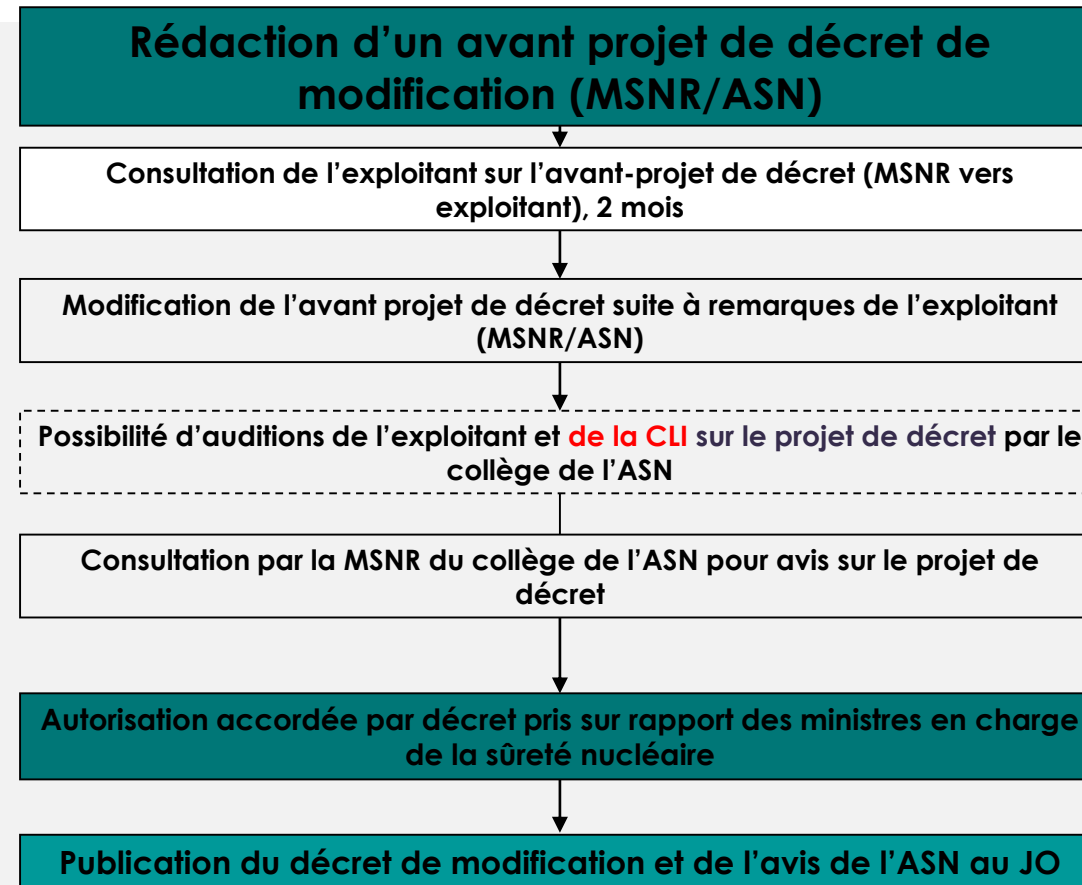
Avis de l'AE du 27 juin 2019 et du 6 mai 2020

# Instruction d'un dossier de modification substantielle d'une INB (2/3)



Prochaine étape : prise de position du collège de l'ASN sur d'éventuels avant projets de décret

# Instruction d'un dossier de modification substantielle d'une INB (3/3)



La CLI a la possibilité d'être auditionnée par l'ASN sur les projets de décrets (potentiellement en mai/juin 2022)

Nota : le décret ne rentrera en vigueur qu'après validation par l'ASN des règles générales d'exploitation et du rapport de sûreté de démantèlement ou au plus tard 1 an après sa publication au JO.